



Suprême Belgique?

La presse a abondamment relaté le bon état de santé de l'économie belge. La progression du nombre d'emplois vacants a aussi été accueillie très favorablement. L'Itinera Institute salue bien évidemment cette reprise économique, mais voudrait aussi calmer l'euphorie ambiante, pour permettre de se faire une opinion plus objective et nuancée de la situation. Une perspective un peu plus large révèle vite que la situation est bien moins rose qu'annoncée. Pour cette raison le redressement ponctuel de notre économie ne doit surtout pas retarder mais au contraire encourager les réformes structurelles qui s'imposent dans notre pays.

Commençons par la croissance économique. Entre le 1er juillet 2005 et le 1er juillet 2006, la croissance a été de 2,8%. On attend maintenant de voir si ce rythme se confirme. Pour l'année 2006, la banque nationale anticipe une croissance de 2,5%. C'est mieux que 1,5% en 2005 mais à peu près la même chose qu'en 2004, qui pourtant n'était pas considérée comme une année miracle. La reprise de la croissance doit aussi être interprétée en regards d'une période de ralentissement économique dans la zone euro, et en Belgique en particulier, depuis le tournant du siècle. Entre 2001 et 2003, la croissance économique est restée en Belgique sur une base annuelle moyenne inférieure à 1%.

Au vue de cette faible croissance passée, l'accélération récente apparaît plus comme une amélioration indispensable. C'est d'autant plus vrai que les mauvais résultats économiques des dernières années sont difficilement attribuables à une conjoncture mondiale défavorable. Bien au contraire, la croissance spectaculaire des nouvelles puissances économiques en Asie et la globalisation galopante ont dopé l'économie mondiale. Une grande partie de la zone euro n'a pas réussi à saisir cette opportunité, par opposition aux États-Unis. Entre 2002 et 2005, par exemple, la croissance annuelle de l'économie américaine s'est élevée à 3 % en moyenne, contre 1,25% dans la zone

euro. Dans le courant du dernier trimestre, la croissance américaine est retombée d'une base annuelle de 5,6% à 2,5%. Une croissance de 3,5% est encore attendue pour 2006. Face à cette situation les EU parlent d'un ralentissement douloureux, alors que chez nous où la croissance est moins élevée, on parle d'une relance magnifique.

Tout est donc relatif. La Belgique et la zone euro sont depuis des années à la traîne face au reste du monde. Ce n'est pas en gagnant quelques places dans le peloton que nous devons tout de suite crier victoire. Il y a encore beaucoup de chemin à parcourir pour hisser la Flandre, et a fortiori la Wallonie, au top des régions.

En outre, le moteur de l'accélération récente de notre croissance ne doit pas non plus nous rendre euphorique. Cette relance résulte en effet dans une large mesure du rétablissement économique et d'une croissance accrue chez nos principaux partenaires commerciaux. La Belgique remonte comme un petit bateau avec la marée haute issue notamment des pays voisins qui ont adopté ces dernières années des réformes pénibles pour être plus compétitifs et faire face au vieillissement démographique. La Belgique est encore trop peu avancée dans ces réformes que pour bénéficier pleinement des nouvelles opportunités. Malgré la croissance des



exportations, la Belgique a en fait perdu des parts de marché. Dans le classement des économies les plus compétitives, la Belgique a baissé jusqu'en 27^{ème} position

de 2006 de 30% en Flandre et de 16% en Wallonie, par rapport à la même période en 2005. Ces chiffres sont bien sûr positifs et encourageants. Mais on ne sait pas dire s'ils

Les chiffres actuels de croissance sont plus périodiques que structurels. Ils ne compensent pas les pertes récentes et offrent assez peu de garantie pour le futur. Ils ne doivent pas retarder, mais au contraire encourager, des réformes structurelles indispensables.

alors qu'il y a quelques années elle figurait encore dans le top vingt.

résultent d'une meilleure utilisation des services de placements par les employeurs, ou à une progression réelle de l'offre totale d'emploi sur le marché du travail.

Une reprise économique via une amélioration durable de notre compétitivité serait beaucoup plus prometteuse pour l'avenir. Ajoutons à cela que la Belgique reste très exposée aux chocs extérieurs qui peuvent survenir à tout moment. Cette fragilité est aussi valable pour la consommation intérieure et autres facteurs responsables du dynamisme belge récent. Ainsi notre économie bénéficie d'un petit coup de pouce supplémentaire du fait même que les Belges épargnent moins et dépensent plus qu'auparavant. La confiance des consommateurs reste toutefois assez frêle. L'inflation croissante, la hausse des loyers, les combustibles toujours plus chers et la menace de guerre ne sont pas pour créer un climat favorable.

Les employeurs ne sont en effet pas contraints de communiquer les postes vacants au VDAB ou au FOREM. Il est donc possible qu'une partie des bons résultats reflète simplement un recours plus systématique à ces services de placements. En tout cas, une partie importante des nouveaux postes vacants consiste en travail intérimaire. En Flandre cela représente presque la moitié. Comme le travail intérimaire est par définition de nature temporaire, il est difficile d'estimer combien d'emplois supplémentaires resteront au bout du compte.

La reprise économique tant acclamée semble donc plus cyclique que structurelle. Elle offre peu de garantie pour l'avenir et son ampleur est insuffisante pour compenser le déclin passé récent. Les chiffres de croissance actuels ne peuvent donc pas servir d'alibi pour remettre à plus tard les réformes nécessaires pour garantir l'emploi et la prospérité à long terme. Pour ce qui concerne les chiffres d'emploi, le VDAB en Flandre et le FOREM en Wallonie rapportent que le nombre d'emplois vacants qui transitent par leurs services a augmenté sur le premier semestre

En outre les créations d'emplois doivent être comparées aux destructions d'emplois. Par exemple Cahuc et Zylberberg (2004) ont montré que chaque jour en France, 10 000 emplois sont détruits... et 10 000 emplois sont créés. L'évolution des postes vacants ne dit également rien sur l'évolution du nombre de demandeurs d'emploi.

En bref : les chiffres du VDAB et du FOREM sont de bonnes augures, mais il reste à voir comment cela va se répercuter sur les statistiques de chômage. La croissance économique en 2004 et 2005 en Belgique n'a engendré qu'une progression marginale de l'emploi. C'est surtout



remarquable pour l'année 2004, avec une croissance comparable à celle d'aujourd'hui. Il nous faut donc pour le moment espérer que l'année 2006 sera différente.

Le défi est immense. Au moment même où le VDAB et le FOREM interpellent la presse en fanfare, des statistiques décourageantes du chômage sont publiées par l'ONEM. Il apparaît ainsi que plus de la moitié des demandeurs d'emploi sont au chômage depuis plus de deux ans. Il s'agit de pratiquement 250.000 personnes. Parmi ceux-ci une personne sur cinq n'a jamais travaillé de sa vie. C'est une situation dramatique pour un pays dont le capital humain est la principale matière première. Face à l'ampleur de ce chômage de longue durée, il est clair qu'une reprise temporaire de la conjoncture aura peu d'effet si elle ne s'accompagne pas des réformes structurelles adéquates.

C'est exactement le défi qui s'impose à notre gouvernement. La Belgique devrait profiter de cette vague conjoncturelle favorable pour remuer le sol non seulement

en surface mais aussi en profondeur. Le fait que les employeurs préfèrent recourir à l'emploi intérimaire plutôt que l'emploi normal est un signe de la rigidité de notre marché du travail. Quand la croissance économique ne tire pas dans son sillage le marché du travail c'est qu'il y a des défaillances dans notre état-providence.

Lorsque la conjoncture est favorable, comme cela semble être le cas aujourd'hui, une réforme structurelle permet de faire partager immédiatement les fruits de la croissance avec les groupes les plus vulnérables. Réformer sans crise exige toutefois prévoyance, courage et persévérance face aux intérêts de court terme. C'est peut-être demander trop à l'approche des élections

Marc De Vos

Directeur Itinera Institute
Professeur de droit UGent et VUB

Jean Hindriks

Senior Fellow Itinera Institute
Professeur d'économie UCL et CORE

Het Itinera Institute is een onafhankelijke denktank en doetank die, boven partijgrenzen, regionale verschillen en belangengroepen heen, wegen wil aanreiken voor beleidshervormingen met het oog op duurzame economische groei en sociale bescherming in België en zijn regio's.

Itinera Institute VZW-ASBL

Boulevard Leopold II Laan 184d - B-1080 Brussel - Bruxelles

T +32 2 412 02 62 - F +32 2 412 02 69

info@itinerainstitute.org www.itinerainstitute.org

L'Institut Itinera est un think-tank et do-tank indépendant qui, au-dessus et au-delà des partis politiques, des différences régionales et des groupes d'intérêt, veut identifier les chemins de réformes qui garantissent une croissance économique et une protection sociale durables en Belgique et dans ses régions.

Verantwoordelijke uitgever – Editeur responsable: Marc De Vos, Directeur.



Disclaimer: The views presented in this Nota are those of the author(s) and do not necessarily represent those of the Itinera Institute. Nota describe research in progress by the author(s) and are published to elicit comments and to further debate.